

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

**Ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation
(MENA)**

**CINQUIEME MISSION CONJOINTE DE SUIVI
DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'EDUCATION DE BASE
(5^{ème} MCS/PDSEB)**

Aide-mémoire

SOMMAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	3
INTRODUCTION.....	4
I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PDSEB.....	5
I.1. SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA 4 ^{EME} MISSION CONJOINTE.....	5
I.2. SUIVI DES MESURES ET ORIENTATIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2016	8
I.3. APPRECIATION DU RAPPORT ANNUEL 2016 DE MISE EN ŒUVRE DU PDSEB	9
I.4. APPRECIATION DE LA PERFORMANCE DE L'EDUCATION DE BASE.....	9
II. REFLEXION THEMATIQUE PAR PROGRAMME	11
III. THEMES PRIORITAIRES DE REFLEXION RETENUS PAR PROGRAMME POUR 2017	13
IV. AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT DES GROUPES THEMATIQUES ET DES MCS	14
CONCLUSION	15
ANNEXE 1 : TABLEAU DES RECOMMANDATIONS	16
ANNEXE 2: TABLEAU DE SUIVI DES INDICATEURS DU PDSEB.....	19
ANNEXE 3: MATRICE DE SUIVI DES INDICATEURS 2014-2016 DU PDSEB	22

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AME	Association des mères éducatrices
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEPC	Brevet d'études du premier cycle
CAST - FSDEB	Compte d'affectation spéciale du Trésor – Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base
CEB	Circonscription d'éducation de base
CEP	Certificat d'études primaires
COGES	Comité de gestion d'école
CP	Cours préparatoire
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAENF	Direction de l'alphabétisation et l'éducation non formelle
DAMSSE	Direction de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives
DCPM	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DEGP	Direction de l'enseignement général privé
DIOSPB	Direction de l'information, de l'orientation scolaire, professionnelle et des bourses
DGEB	Direction générale de l'enseignement de base
DGEC	Direction générale des examens et concours
DGEF	Direction générale de l'éducation formelle
DGENF	Direction générale de l'éducation non formelle
DGEFPIC	Direction générale de l'encadrement pédagogique et de la formation initiale et continue
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGREIP	Direction générale de la recherche en éducation et de l'innovation pédagogique
DPEIFG	Direction de la promotion de l'éducation inclusive, de la fille et du genre
DPEPPNF	Direction Provinciale de l'Education Préscolaire, Primaire et Non Formelle
DRH	Direction des ressources humaines
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
ENF	Education non formelle
FONAENF	Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle
MASSN	Ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale
MATDSI	Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure
MCS	Mission conjointe de suivi
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MENA	Ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation
MFPTPS	Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale
MOD	Maîtrise d'ouvrage déléguée
PDSEB	Programme de développement stratégique de l'éducation de base
PEJEN	Programme Emplois Jeunes pour l'Education Nationale
PIP	Programme d'investissement public
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PSRC	Plan stratégique de renforcement des capacités
PTF	Partenaire technique et financier
SEF	Secteur de l'Education et de la Formation
SNDEI	Stratégie Nationale de Développement de l'Education Inclusive
SP/PDSEB	Secrétariat Permanent du Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base
TAP	Taux d'achèvement au primaire
TBA	Taux brut d'admission
TBS	Taux brut de scolarisation

INTRODUCTION

La cinquième mission conjointe de suivi (MCS) du Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB), s'est déroulée en deux étapes : l'atelier technique, tenu du 18 au 21 avril 2017 à Bobo-Dioulasso et la réunion des décideurs pour la signature de l'aide-mémoire le 15 mai 2017 à Ouagadougou.

Placée sous la coordination du Secrétaire général du ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation et du Directeur de la Coopération Suisse au Burkina Faso, chef de file des partenaires techniques et financiers de l'éducation de base, cette MCS s'est tenue dans un contexte marqué par : i) la mise en œuvre du Plan national de Développement économique et social (PNDES) ; ii) une situation sécuritaire et sociale pesant sur le secteur de l'éducation et de la formation (SEF) ; iii) la finalisation de la requête de financement auprès du Partenariat mondial pour l'Education (PME) ; iv) la poursuite du transfert des ressources et des compétences de l'éducation de base aux communes ; v) la poursuite de la mise en œuvre des mesures de réformes éducatives convenues dans le cadre du PDSEB; vi) la mise en œuvre des stratégies sous sectorielles de l'éducation de base intégrées au PDSEB et vii) la nouvelle configuration du MENA actée par l'adoption d'un nouvel organigramme.

Ont pris part à cette mission conjointe de suivi du PDSEB, les représentantes et représentants :

- des services centraux et déconcentrés du MENA ;
- des ministères partenaires (MINEFID, MJFIP, MATD, MFPTPS) ;
- des organisations de l'enseignement privé ;
- des partenaires techniques et financiers ;
- des organisations non gouvernementales et associations ;
- de la société civile ;
- des syndicats.

L'objectif principal de la 5^{ème} MCS était de réaliser un suivi-évaluation de la performance du sous-secteur « éducation de base ». Il s'est agi : i) d'apprécier l'exécution du plan d'action 2016 et l'ensemble des résultats obtenus ; ii) d'analyser le niveau d'atteinte des indicateurs du PDSEB et iii) de formuler des orientations et recommandations pour une mise en œuvre réussie du plan d'action 2017.

Les résultats attendus étaient les suivants :

- i) le rapport d'exécution physique et financière du plan d'action 2016 est apprécié et des suggestions d'amélioration sont proposées ;
- ii) l'appréciation des indicateurs de performance du PDSEB et du plan d'action 2016 est faite ;
- iii) la mise en œuvre des recommandations de la 4^{ème} MCS est appréciée et des actions formulées pour des suites éventuelles;
- iv) un thème prioritaire de réflexion par groupe thématique est identifié ;
- v) des recommandations par programme sont formulées pour une meilleure exécution du plan d'action 2017 ;
- vi) un aide-mémoire de la mission conjointe est signé entre le MENA et les PTF intervenant dans le sous-secteur « éducation de base ».

Le présent aide-mémoire¹ présente les principales conclusions et recommandations de cette 5^{ème} MCS.

¹Tous les documents de référence de la mission conjointe de suivi, y compris l'aide-mémoire signé et le rapport général seront diffusés à l'ensemble des participants.

I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PDSEB

I.1. Suivi des recommandations de la 4^{ème} mission conjointe

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Niveau de réalisation	Observations	Actions à prendre pour poursuivre la mise en œuvre de la recommandation
1	Développement de l'accès à l'éducation de base formelle						
	1.1. Elaborer la stratégie nationale de réalisation des infrastructures éducatives en prenant en compte la problématique de l'entretien et de la réhabilitation/réfection.	DGESSION	5 ^{ème} MCS	Document de stratégie nationale adopté.	Réalisée. Document de stratégie adopté.	Néant	Néant
	1.2. Réaliser une recherche pour appréhender la situation des enfants hors école en vue de formuler une stratégie adaptée pour leur prise en charge.	DGESSION	5 ^{ème} MCS	Rapport de recherche sur les enfants hors école disponible.	En cours de réalisation. Rapport d'analyse provisoire disponible.	Néant	A reconduire - Partager le rapport provisoire avec les membres du cadre partenarial pour appréciation - Valider le rapport final - Elaborer une stratégie nationale pour une prise en charge des enfants hors école.
	1.3. Mener une réflexion sur l'expansion de l'éducation préscolaire.	DGEF	5 ^{ème} MCS	Rapport de réflexion disponible.	Réalisée. Rapport disponible.	Des actions en vue de l'accélération de l'éducation préscolaire au Burkina Faso ont été identifiées. Ces actions seront prises en charge par les acteurs concernés (Structures étatiques ; ONG et associations).	Néant
2	Amélioration de la qualité de l'éducation de base formelle						
	2.1. Elaborer une stratégie intégrée de suivi et d'encadrement pédagogique adaptée aux différents ordres d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire) et l'éducation non formelle.	DGEFPIC	5 ^{ème} MCS	- Rapport sur l'état des lieux disponible - Document de stratégie couvrant tous les niveaux éducatifs disponible.	Partiellement réalisée. - Note conceptuelle validée - Rapport d'analyse disponible - Ebauche de stratégie disponible.	Néant	A reconduire - Affiner le projet de stratégie - Définir un mécanisme de financement - Valider la stratégie - Adopter la stratégie par arrêté
3	Développement de l'éducation non formelle						
	3.1. Elaborer une stratégie de transfert effectif des compétences et des ressources aux communes	DGESSION	5 ^{ème} MCS	Stratégie de transfert effectif des compétences aux communes disponible	Réalisée. Document de stratégie disponible.	- Guide de gestion des ressources transférées élaboré et validé. - Transfert de ressources effectif en 2017.	Néant

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Niveau de réalisation	Observations	Actions à prendre pour poursuivre la mise en œuvre de la recommandation
	3.2. Valider la stratégie de généralisation des cartes communales de l'alphabétisation et entamer sa mise en œuvre.	DGEES	5ème MCS	Guide et cartes disponibles.	Partiellement réalisée - Guide disponible.	- En 2016, le livrable attendu est le guide. - Il convient de reconstruire cette recommandation au regard du produit disponible qui permet d'élaborer des cartes communales d'alphabétisation.	A reconduire avec une nouvelle formulation - Partager le guide au sein du groupe thématique ENF - Partager le guide au sein du cadre partenarial - Diffuser le guide auprès des communes et des opérateurs - Former les acteurs des structures déconcentrées à l'élaboration des cartes communales - Former les acteurs des communes à la mise en œuvre des cartes communales.
	3.3. Finaliser le guide et les outils d'évaluation et de certification des apprentissages en ENF.	DGEC	5ème MCS	Guide et outils d'évaluation et de certification validés.	Partiellement réalisée. - Le guide et les outils ont été finalisés - Le testing est prévu pour 2017.	Néant	A reconduire - Former un échantillon d'acteurs terrains pour le testing. - Tester les outils - Faire valider le guide et les outils par le groupe thématique ENF.
	3.4. Valider les innovations en ENF.	DGREIP	5ème MCS	Innovations en ENF validées.	Non réalisée	- La stratégie de validation des innovations proposée jugée inefficace a été reconstruite - Un projet de référentiel assorti d'une matrice d'appréciation a été élaboré.	A reconduire - Partager le projet de référentiel au sein du groupe thématique ENF - Faire valider le projet de référentiel par le cadre partenarial - Apprécier les innovations sur la base de la matrice consensuelle - Valider et diffuser les résultats d'analyse des innovations.
	3.5. Prendre en compte l'évaluation du dispositif, des approches et des méthodes d'alphabétisation dans le cadre de l'évaluation externe du PRONAA.	DAENF	5ème MCS	Rapport de l'étude disponible.	Partiellement réalisée. - Les TDR de l'évaluation externe du PRONAA ont pris en compte l'évaluation du dispositif, des approches et des méthodes d'alphabétisation - Le consultant a été recruté et notifié.	Néant	A reconduire - Organiser une rencontre de cadrage avec le consultant - Mettre en place un comité de suivi de l'étude - Valider les rapports d'étapes - Partager le rapport provisoire avec les membres du cadre partenarial pour appréciation - Organiser une séance de validation.
4	Pilotage de l'éducation de base formelle et de l'éducation non formelle						
	4.1. Valider la matrice de mesure des résultats multi-niveaux du PDSEB intégrant notamment des indicateurs de performances pour le pilotage et développer les outils de collecte des données.	SP-PDSEB	5ème MCS	Matrice de mesure des résultats multi niveaux du PDSEB validée Outils de collecte des données développés.	Non réalisée	La nouvelle configuration du MENA a rendu caduc le projet de matrice	A reconduire avec une nouvelle formulation - Elaborer un cadre unifié prenant en compte les indicateurs du processus, de suivi du PDSEB, PME et du PNDES - Valider l'outil.

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Niveau de réalisation	Observations	Actions à prendre pour poursuivre la mise en œuvre de la recommandation
	4.2. Prendre un arrêté portant organisation et fonctionnement de la mission conjointe de suivi du programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB).	SP/PDSEB	5 ^{ème} MCS	Arrêté portant organisation et fonctionnement de la mission conjointe de suivi du programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB) signé et disponible.	Non réalisée	L'arrêté devra tenir compte de la nouvelle configuration du MENA.	A reconduire - Soumettre un avant-projet d'arrêté à l'amendement des groupes thématiques - Finaliser le projet d'arrêté - Faire adopter l'arrêté par le cadre partenarial - Faire signer l'arrêté.
	4.3. Rendre effective l'expérimentation sur le processus de gestion décentralisée des cantines scolaires avec l'implication de la communauté éducative.	DGESS	5 ^{ème} MCS	Fonds transférés aux communes et l'achat de vivres locaux.	Réalisée Arrêté consacrant le transfert des ressources aux communes pour la gestion des cantines scolaires avec l'implication des COGES disponible.	-Transfert des ressources de 2017 en cours. - Guide de gestion élaboré et validé.	Néant
	4.4. Adopter un guide de gestion des ressources humaines aux niveaux central et déconcentré et doter le MENA d'outils et de logiciels adaptés pour une gestion efficace du personnel.	DRH	5 ^{ème} MCS	Guide de gestion des ressources humaines aux niveaux central et déconcentré.	Non réalisée	- Recommandation prise en charge par le projet d'appui au PDSEB - Processus de recrutement de consultant en cours.	A reconduire - Recruter le consultant - Développer les outils - Développer le logiciel de gestion des RH - Valider le logiciel.
	4.5. Mener un audit de la communication au sein du MENA en vue d'élaborer une stratégie globale de communication.	DCPM	5 ^{ème} MCS	Rapport d'audit disponible.	En cours - Outils d'enquête élaborés.	Néant	A reconduire - Mener l'enquête - Analyser les résultats d'enquête - Soumettre le rapport au groupe pilotage pour appréciation - Elaborer la stratégie de communication.
5	Gestion financière et allocation des ressources						
	5.1. Mettre en application le tableau de bord d'exécution des infrastructures scolaires dans le cadre de l'annualité budgétaire sous la responsabilité d'une cellule de veille.	DAF	5 ^{ème} MCS	Tableau de bord d'exécution des infrastructures scolaires appliquée.	Partiellement réalisée - Appel à manifestation d'intérêt lancé conformément au chronogramme du tableau de bord - Liste restreinte disponible - Propositions techniques lancées dans les délais.	- Les propositions faites ne répondant plus aux besoins du moment, recours à la maîtrise d'ouvrage déléguée a été fait.	A reconduire - Mettre en place une cellule de veille du tableau de bord de la réalisation des infrastructures par les MOD - Lancer dès juin 2017, l'avis à manifestation d'intérêt en vue de l'approbation des conventions 2018 au plus tard le 31 décembre 2017.
	5.2. Mettre en œuvre la feuille de route en ce qui concerne l'application de la réglementation générale des marchés publics et des délégations de services publics et l'archivage des pièces justificatives.	DMP	5 ^{ème} MCS	Responsables et gestionnaires des structures centrales et déconcentrées formés.	Réalisée - Acteurs de la chaîne de la dépense et des marchés formés sur les dossiers types de passation des marchés - Plan d'archivage conçu.	Néant	Néant

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Niveau de réalisation	Observations	Actions à prendre pour poursuivre la mise en œuvre de la recommandation
	5.3. Prendre un acte réglementaire lié au statut du fonds CAST permettant d'engager des marchés à exécution pluriannuelle et empêchant la rupture des opérations budgétaires en cours d'exercice.	DAF	5ème MCS	Acte réglementaire lié au statut du fonds CAST permettant d'engager des marchés à exécution pluriannuelle et empêchant la rupture des opérations budgétaires disponible.	Partiellement réalisée - CAST-FSDEB érigé en programme unique -Discussions MENA/ MINEFID en cours pour déconcentration du CAST-FSDEB jusqu'au niveau service.	Le budget programme prévoit l'exécution pluriannuelle. Il est souhaitable que le guide de gestion et le Protocole de financement commun révisés intègrent des dispositions d'exécution pluriannuelle.	Néant
	5.4. Réinstituer le comité de suivi du CAST regroupant des représentants du MENA, du MINEFID et des PTF.	DAF	5ème MCS	Comité de suivi du CAST regroupant des représentants du MENA, du MINEFID et des PTF.	Partiellement réalisée. Projet d'arrêté élaboré et soumis à la signature des autorités compétentes.	Assurer le suivi de la signature de l'arrêté.	Néant

1.2. Suivi des mesures et orientations de mise en œuvre du plan d'action 2016

L'état de mise en œuvre des actions programmées se présente comme suit :

Actions	Structure responsable	Etat de mise en œuvre
Accès		
1. Mettre en place un dispositif amélioré de collecte de données statistiques pour l'ensemble du système éducatif.	DGESSION	Réalisée Document définissant le dispositif disponible.
2. Mettre en œuvre la stratégie nationale de développement de l'éducation inclusive.	DPEIFG	Réalisée Des activités ont été réalisées en 2016. Le document de stratégie prenant en compte le nouveau périmètre du MENA, est en cours de relecture.
3. Relire la convention Etat/FONAENF signée le 23 octobre 2015.	DGESSION	Réalisée Convention relue et transmise pour appréciation.
4. Affiner le traitement des disparités dans les communes prioritaires en vue d'instruire la planification de 2017.	DGESSION	Réalisée Rapport disponible.
5. Suivre le processus de recrutement et de formation des 4200 enseignants au profit du post-primaire et de l'EFTP en vue de tirer des enseignements pour améliorer les processus de planification, de recrutement et de formation à venir.	DRH	Réalisée Rapport disponible.
Qualité		
1. Relire le cahier des charges des EPFEP pour prendre en compte la nouvelle orientation du MENA en matière de carte scolaire et de qualité de l'éducation.	DEGP	Réalisée Nouveau cahier des charges adopté et disponible .
2. Approfondir l'analyse de la baisse tendancielle des résultats des écoles bilingues.	DGREIP	Réalisée Rapport disponible.
3. Mener une recherche sur la pérennisation des innovations éducatives.	DGREIP	Réalisée Rapport disponible.
4. Améliorer le système d'orientation des élèves et des étudiants vers les filières scientifiques, techniques et professionnelles.	DIOSPB	Réalisée Des actions sont programmées pour 2017.
5. Examiner la possibilité d'une politique de discrimination positive afin de susciter plus d'attrait :i) des élèves pour les filières techniques et scientifiques et ii) des enseignants pour le métier d'enseignant dans les disciplines scientifiques et dans le domaine de l'EFTP.	DGEFTP	Réalisée Des actions sont programmées pour 2017.
Gestion financière		
1. Organiser une rencontre MENA, MATDSI et MINEFID pour traiter la reddition des comptes et la remontée de l'information relative à la gestion des ressources financières du MENA transférées aux communes.	DAF	Non réalisée Action prise en compte dans le cadre du mécanisme de suivi conjoint MENA/communes
2. Prioriser les actions liées aux manuels, fournitures, consommables scolaires, matière d'œuvre, vivres et négocier une dérogation auprès du MINEFID pour leur acquisition.	DMP	Réalisée Des actions d'anticipation ont été réalisées pour l'acquisition des manuels et de matière d'œuvre. L'acquisition des consommables scolaires, fournitures et vivres est transférée aux communes.

I.3. Appréciation du rapport annuel 2016 de mise en œuvre du PDSEB

D'une manière générale, le rapport technique de mise en œuvre du PDSEB est satisfaisant. Il couvre le sous-secteur « éducation de base », le secondaire, l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Les principaux indicateurs qui y figurent permettent de mesurer les performances atteintes. L'utilisation des encadrés qui mettent en exergue certaines actions menées tout en donnant un aperçu sur les stratégies développées est bien appréciée. De manière spécifique, l'effort de faire une analyse comparée des performances sur les trois (3) dernières années et une comparaison entre les prévisions et les réalisations est perceptible. Cependant, quelques insuffisances ont été relevées qu'il convient de prendre en compte dans la perspective de son amélioration.

➤ Au niveau du développement de l'accès à l'éducation de base formelle.

On note: i) une prise en compte insuffisante des contributions de l'ensemble des partenaires du système éducatif ; ii) l'absence d'une analyse approfondie sur la réalisation des infrastructures, les transferts aux communes et la mise à disposition des manuels scolaires.

Recommandation

Mettre en place un mécanisme performant en vue de capitaliser les actions des ONG/associations, secteur privé, syndicats, collectivités territoriales, APE/AME, COGES et de les refléter dans les prochains rapports de mise en œuvre du PDSEB.

➤ Au niveau du développement de l'éducation non formelle.

On relève : i) une faible prise en compte des activités extra budgétaires dans le rapport ; ii) une absence de détails de certains résultats atteints tels que les livrables et les taux d'exécution ; iii) des difficultés de collecte et de traitement des données statistiques.

➤ Au niveau du pilotage de l'éducation de base formelle et de l'éducation non formelle.

On constate : i) l'absence de commentaire sur les contributions aux organisations supra nationales ; ii) l'absence de propositions de solutions aux hypothèses et risques formulés; iii) l'absence de proposition d'amélioration du cadrage opérationnel visant à prioriser les activités pour accélérer l'atteinte des résultats.

➤ Au niveau de la gestion financière et allocation des ressources

On note : i) l'absence du relevé du compte BCEAO et du plan de trésorerie prévisionnel des ressources 2017 du CAST-FSDEB ; ii) l'insuffisance des données de l'exécution financière du PPM et de l'exécution physique des MOD de 2014 et 2015 ; iii) la non actualisation des données de l'exécution des ressources financières transférées aux communes ; iv) la faible analyse des taux d'exécution des budgets (budget Etat; CAST/FSDEB, PIP, des ressources transférées) ; v) l'absence des indicateurs relatifs : a) aux marchés lancés dans les délais prévus dans le plan de passation des marchés (PPM), b) aux marchés approuvés dans les délais de validité des offres, c) aux marchés passés par entente directe, d) aux marchés exécutés dans les délais contractuels et ceux résiliés et vi) l'absence de situation des déblocages de fonds réalisés à bonne date.

I.4. Appréciation de la performance de l'éducation de base

D'une manière générale, la performance du système éducatif connaît une faible évolution par rapport à 2015. En 2016, certains indicateurs ont progressé sans atteindre les cibles (TBS au primaire, ratio élèves /salle de classe,) et d'autres connaissent une régression (TBS au préscolaire, taux de transition au post-primaire).

➤ Développement de l'accès à l'éducation de base formelle

Sur les dix (10) indicateurs prévus, seul l'indice de parité du TAP a atteint sa cible. On note une importante déperdition à tous les niveaux et une réduction assez sensible du taux de transition au post-primaire de 67,00% en 2015 à 65,80% en 2016.

Les principaux défis qui méritent une attention particulière pour l'amélioration de l'accès au système éducatif résident dans la réalisation des infrastructures éducatives, la réduction des disparités entre les communes, la disponibilité des intrants (manuels scolaires de qualité et cantines) à temps pour le maintien.

Recommandations

1. Suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de réalisation des infrastructures éducatives.
2. Suivre la mise en œuvre de la gestion décentralisée des cantines.

➤ Amélioration de la qualité de l'éducation de base formelle

On enregistre une baisse des principaux indicateurs de qualité. En effet, le taux d'achèvement au primaire était de 58,02% en 2016 contre 59,3% en 2015. Le taux de réussite au CEP connaît une baisse passant de 73,50% en 2015 à 62,1% en 2016. Il en est de même pour le taux de réussite au BEPC qui passe de 39,1% en 2015 à 29,7% en 2016.

Les principales raisons de cette contre-performance sont en partie imputables à diverses difficultés qui persistent depuis plusieurs années notamment le faible volume horaire effectif d'enseignement, la pléthore des effectifs de certaines classes, la mise à disposition tardive des intrants (manuels, fournitures, consommables scolaires, cantines) et le faible encadrement pédagogique des enseignants.

Recommandation

Mettre en place un dispositif efficace et pérenne pour rendre disponible à bonne date, dans toutes les écoles, les intrants pédagogiques (manuels scolaires, matériels didactiques, cartable minimum) et les vivres.

➤ Développement de l'éducation non formelle

La baisse des indicateurs de l'ENF est considérable. Le nombre des déclarés alphabétisés est de 31 960 contre 113 443 en 2015. L'écart par rapport aux prévisions est de -338 316. Cette contreperformance s'explique d'une part, par la baisse des financements alloués au FONAENF soit 2 519 840 830 F CFA en 2016 contre 4 600 741 991 F CFA en 2015 et le retard des décaissements ; d'autre part, par l'insuffisance de personnel qualifié, des moyens pour le suivi des apprentissages et la faiblesse du système d'information statistique.

On note également que les effets bénéfiques de l'alphanétisation ne sont pas capitalisés pour susciter la demande et les investissements ; d'où la nécessité d'envisager une étude d'impact.

En ce qui concerne le système d'information statistique, il est nécessaire d'améliorer le dispositif existant de collecte et de traitement des données pour capitaliser toutes les contributions des différents acteurs.

Recommandations

1. Développer un dispositif efficace de suivi-évaluation des activités d'alphanétisation.
2. Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques de l'ENF.

➤ Pilotage de l'éducation de base formelle et de l'éducation non formelle.

Le taux d'exécution des activités de coordination et de supervision connaît une hausse significative, 82,6% en 2016 contre 71% en 2015. En effet, la quasi-totalité des concertations prévues (CASEM, cadre partenarial groupes thématiques, assemblées sectorielles des projets et programmes, etc.) se sont régulièrement tenues.

Le mécanisme conjoint MENA/Communes est opérationnel et la généralisation des COGES dans les écoles primaires est effective. Le processus de déconcentration et de décentralisation de l'éducation de base s'est poursuivi avec une hausse des ressources transférées aux structures déconcentrées et aux collectivités territoriales. Un suivi de proximité d'un échantillon des directions provinciales en charge de l'éducation de base, permettra un renforcement de leurs capacités et la capitalisation des bonnes pratiques sous la forme d'un guide de gestion.

La problématique de la gestion rationnelle des ressources humaines n'a pas connu d'évolution. Les goulets d'étranglement perdurent. Il est alors urgent de développer des alternatives en attendant le développement d'un logiciel performant.

En ce qui concerne l'éducation non formelle, on note une faible appropriation par les structures déconcentrées de l'Etat de leurs rôles et une défaillance de certains opérateurs. D'où la nécessité de mener une réflexion approfondie pour une dynamisation de ce volet important du sous-secteur « éducation de base ».

Recommandation

Accompagner trois directions provinciales en charge de l'éducation de base dans la mise en œuvre de leur plan d'action 2017.

➤ **Gestion financière et allocation des ressources**

A la date du 31 décembre 2016, le taux d'exécution budgétaire du budget Etat est de 85,16%, celui du CAST/FSDEB de 57,01%. Le taux de mise en œuvre du plan de passation des marchés en termes de nombre de marchés passés est de 72,87% pour le budget Etat et de 37,81% pour le budget CAST/FSDEB. Cette situation se justifie par : i) la mise en place tardive de la Loi de finances rectificative ; ii) le retard dans la stabilisation du budget et du Plan de Passation des Marchés du CAST-FSDEB ; iii) la faiblesse du processus de planification annuelle, d'anticipation et de suivi des dossiers par les structures.

La part des ressources intérieures mobilisées pour le secteur de l'éducation en 2016 est de 19,06% pour une cible de 20%.

Le taux d'exécution des ressources transférées aux communes est de 27% à la date du 31 août 2016. Ce faible taux se justifie par : i) la complexité des procédures de passation des marchés ; ii) le retard dans la mise à disposition des données sur l'exécution financière par les communes ; iii) l'insuffisance des capacités techniques du personnel et iv) la non déconcentration des structures en charge de la régulation des marchés.

Recommandation

A travers le mécanisme de suivi conjoint MENA/communes, partager avec le cadre partenarial, le rapport d'exécution des ressources transférées aux communes.

II. Réflexion thématique par programme

➤ **Développement de l'accès à l'éducation de base formelle**

- *Les défis de l'accès à l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).*

Constats

Les orientations du Gouvernement du Burkina Faso pour le développement du système éducatif accordent une place de choix à l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). Cependant, la situation sur le terrain montre que ce type d'enseignement est peu développé.

En effet, selon le diagnostic fait dans le PNDES les ordres d'enseignement post-primaire, secondaire et supérieur sont principalement basés sur un système généraliste peu tourné vers l'apprentissage d'un métier, avec 3,4% des effectifs scolarisés dans l'EFTP sur les effectifs totaux en 2015.

Analyse

Les réflexions sur les défis d'accès à l'EFTP ont permis de faire l'état des lieux des structures formelles d'EFTP, des offres de formation et du personnel enseignant. Les limites relatives à la mise en place d'infrastructures adéquates et la disponibilité de personnels qualifiés et en nombre suffisant ont été relevées. Ce faisant, trois axes ont été définis pour poursuivre les réflexions. Il s'agit de : i) la construction de nouvelles infrastructures d'EFTP ; ii) la mutualisation des ressources nationales existantes ; iii) l'érection d'établissements d'enseignement général en complexes d'enseignement général et d'EFTP.

➤ **Amélioration de la qualité de l'éducation de base formelle**

- *Quel dispositif d'encadrement pédagogique dans le nouvel environnement institutionnel du MENA ?*

Constats

L'encadrement pédagogique fait ressortir : i) un appui-conseil insuffisant et inefficace marqué par un manque de contrôle et d'évaluation des activités d'encadrement pédagogique ; ii) un dysfonctionnement administratif des structures d'encadrement pédagogique au niveau déconcentré ; iii) un dispositif d'encadrement pédagogique insuffisant au préscolaire. Ces défaillances ont pour conséquence, la baisse des résultats scolaires.

Analyse

Les principales causes de ces difficultés sont liées d'une part, à l'insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières et d'autre part, à la forte concentration d'encadreurs dans les centres urbains au détriment des zones rurales.

Il est alors urgent de finaliser le projet de stratégie intégrée de suivi et d'encadrement pédagogique en impliquant les partenaires sociaux.

➤ **Développement de l'éducation non formelle**

- *Le renforcement de la formation professionnelle en ENF.*

Constats

L'accès à une formation professionnelle n'est pas systématique pour tous les néo alphabétisés adultes et jeunes de 9 à 15 ans, ce qui réduit leur efficacité externe. Cette situation est due à la faiblesse des formations techniques et spécifiques offertes aux apprenants des CPAF et des CEBNF et assimilés. D'où l'urgence d'articuler les programmes d'alphabétisation des adultes et d'éducation non formelle des jeunes et adolescents avec des formations axées sur le développement des compétences de vie.

Analyse

Les échanges ont permis de dégager des pistes d'approfondissement des réflexions dans la perspective d'une forte synergie entre l'ENF et la formation technique et professionnelle. De ce fait, le groupe thématique poursuivra les discussions au cours de l'année 2017 en lien avec la stratégie de développement de l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

➤ **Pilotage du sous-secteur de l'éducation de base**

- *Quelle stratégie d'autonomisation et de pérennisation des COGES pour une gestion décentralisée de l'éducation ?*

Constats

Les réflexions ont abouti à l'élaboration d'un projet de stratégie nationale d'autonomisation et de pérennisation des COGES qui prend en compte la mise à leur disposition des ressources de l'Etat.

L'édit projet de stratégie est assorti d'un plan d'actions et celles relatives à la sensibilisation et la mise en place d'un dispositif de suivi des COGES, ont été planifiées pour une mise en œuvre effective en 2017.

Analyse

Au regard de la spécificité des COGES, le projet de stratégie mérite un enrichissement avec les contributions des acteurs en charge des questions juridiques et du contentieux, des ministères partenaires (MINEFID, MATD) et des Partenaires techniques et financiers avant une validation. La pertinence des COGES dans le fonctionnement des écoles primaires a suscité une extension au niveau des établissements d'enseignement post primaire et secondaire.

Suggestion

Poursuivre les réflexions dans la perspective d'une extension des COGES au niveau des établissements d'enseignement post primaire et secondaire.

➤ **Gestion financière et allocation des ressources**

- *Les ressources financières du MENA transférées aux communes et la délégation de crédits aux structures déconcentrées: état des lieux et perspectives.*

Les réflexions ont abouti à des propositions de déconcentration des fonds du CAST-FSDEB aux CEB. Cependant, de façon technique, la déconcentration n'est possible pour le moment que jusqu'au niveau DPENA. Ce faisant, il a été retenu le transfert des fonds du CAST-FSDEB aux CEB à travers les DPENA en plus des ressources de l'Etat selon les modalités qui seront définies dans le guide de gestion révisé du CAST.

Quant aux ressources transférées aux communes, la remontée des données et l'assurance de leur bonne exécution restent posées.

Il convient alors de poursuivre la réflexion sur la problématique de la décentralisation et de la déconcentration des ressources financières jusqu'à la base dans la perspective de proposer des solutions aux difficultés.

III. Thèmes prioritaires de réflexion retenus par programme pour 2017

➤ **Accès à l'éducation de base formelle**

- *Les défis du développement de l'éducation inclusive.*

La réflexion sur les défis du développement de l'éducation inclusive se justifie par : i) le faible taux de réalisation des actions en faveur des enfants en situation de handicap ; ii) l'absence de données statistiques au plan national sur les enfants handicapés scolarisés ; iii) l'étude en cours sur la situation des enfants hors école ; et iv) la disponibilité de plusieurs partenaires à accompagner le développement de l'éducation inclusive.

L'objectif visé par cette réflexion est de permettre un meilleur suivi de la mise en œuvre de la SNDEI pour une inclusion scolaire réussie y compris les enfants hors écoles et leur maintien.

➤ **Amélioration de la qualité de l'éducation de base formelle**

- *Le dispositif de formation continue des enseignants de l'éducation de base.*

Chaque année, des conférences et des stages pratiques sont organisés au profit des enseignants. Cependant à l'analyse de ce dispositif, l'effet de ces actions de renforcement de capacité qui mobilisent d'importants budgets n'est pas perceptible sur les résultats scolaires. Il est alors nécessaire de mener une réflexion sur une stratégie de formation continue centrée sur l'amélioration des apprentissages.

➤ **Développement de l'éducation non formelle**

Poursuivre la réflexion sur le renforcement de la formation professionnelle en ENF en vue d'améliorer la l'efficacité interne et externe des programmes d'alphanétisation des adultes et d'éducation non formelle des jeunes.

➤ **Pilotage du sous-secteur de l'éducation de base**

Poursuivre la réflexion sur l'autonomisation et la pérennisation des COGES fonctionnels en prenant en compte : i) les avis des acteurs en charge des questions juridiques et du contentieux; ii) une extension au post primaire, au secondaire général et technique et à l'éducation non formelle.

➤ **Gestion financière et allocation des ressources**

Poursuivre la réflexion sur les ressources financières du MENA transférées aux communes et la délégation de crédits aux structures déconcentrées dans la perspective de proposer des solutions aux difficultés.

IV. Amélioration du fonctionnement des groupes thématiques

Les participants à la 5ème MCS ont également fait des suggestions pour un meilleur fonctionnement des groupes thématiques. Il s'agit essentiellement pour le fonctionnement des groupes thématiques de la mise en œuvre du plan d'amélioration, de la stabilisation de la liste des participants par groupe thématique au regard de la nouvelle configuration du MENA et de la mise à disposition des ressources pour l'organisation des rencontres.

Recommandations

1. Mettre en œuvre le plan d'amélioration du fonctionnement des groupes thématiques adopté par le cadre partenarial.
2. Mettre à la disposition des groupes thématiques des moyens pour assurer leur fonctionnement.

CONCLUSION

Les objectifs poursuivis et les résultats escomptés de la 5^{ème} MCS du PDSEB ont été atteints. Au total, vingt-deux (22) recommandations ont été retenues dont douze (12) reconduites.

Le 5^{ème} rapport de mise en œuvre du PDSEB fait observer des résultats en deçà des attentes au niveau de tous les ordres d'enseignement. Cette situation est due principalement au changement institutionnel intervenu en janvier 2016, la mise en place tardive de la loi de finances rectificative, les réaménagements budgétaires et les crises socio-professionnelles qui ont émaillé l'année scolaire.

Pour améliorer la performance globale du sous-secteur de l'éducation de base, les efforts doivent être renforcés en vue de relever les défis que sont : (i) l'accélération de la réalisation des infrastructures éducatives ; (ii) la dotation des écoles en intrants pédagogiques et en vivres dans des délais raisonnables et cohérents avec la rentrée scolaire ; (iii) l'amélioration de l'encadrement pédagogique ; (iv) le renforcement des stratégies et programmes d'ENF ; (v) l'amélioration de la gestion financière et du contrôle interne ; et (vi) la gestion rationnelle des personnels.

Au regard de ces défis, il convient de souligner les mesures envisagées par le Gouvernement notamment, la déconcentration des ressources jusqu'au niveau CEB, la gestion décentralisée des cantines scolaires, l'ouverture de la réalisation des infrastructures au Partenariat public-privé, la recherche de financement auprès du PME et la mise en œuvre du « Programme Emplois jeunes pour l'Education nationale (PEJEN) ».

La prochaine MCS est prévue pour avril 2018.

Fait à Ouagadougou, le 15 mai 2017.

Ont signé :

Pour les Partenaires Techniques et Financiers de l'éducation de base, la Directrice suppléante de la Coopération Suisse au Burkina Faso, Chef de file,

Pour le Gouvernement,
le Ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation,

Dominique CRIVELLI

Jean Martin COULIBALY

ANNEXE 1 : Tableau des recommandations

La cinquième MCS du PDSEB a formulé vingt- deux (22) recommandations qui se présentent comme suit :

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Observations	Mesures/Actions à prendre
1	Développement de l'accès à l'éducation de base formelle					
	1.1. Réaliser une recherche pour appréhender la situation des enfants hors école en vue de formuler une stratégie adaptée pour leur prise en charge.	DGESSION	6 ^{ème} MCS	Rapport d'étude validé.	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Partager le rapport provisoire avec le groupe les membres du cadre partenarial pour appréciation - Organiser une séance de validation du rapport final.
	1.2. Elaborer une stratégie nationale pour une prise en charge des enfants hors école.	DGESSION	6 ^{ème} MCS	Rapport provisoire disponible.	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer des TDR - Recruter un consultant - Elaborer la stratégie.
	1.3. Suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de réalisation des infrastructures éducatives.	DGESSION	6 ^{ème} MCS	Rapport de suivi-évaluation disponible.	Néant	<ul style="list-style-type: none"> -Elaborer les TDR -Collecter les données -produire des rapports de suivi trimestriel -Produire un rapport général de suivi-évaluation.
	1.4. Suivre la mise en œuvre de la gestion décentralisée des cantines en 2017.	DAMSSE	6 ^{ème} MCS	Rapports trimestriels de suivi disponibles.	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer une fiche de contrôle - Organiser des missions terrain - Elaborer des rapports trimestriels - Partager les rapports trimestriels avec les autres membres des groupes thématiques.
	1.5. Mettre en place un mécanisme performant en vue de capitaliser les actions des ONG/associations, secteur privé, syndicats, collectivités territoriales, APE/AME, COGES.	DGESSION	6 ^{ème} MCS	Un mécanisme performant est mis en place.	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer les TDR - Collecter les données sur les plans d'action et rapports - Instituer une rencontre avec ces partenaires dans le cadre de la préparation du Plan d'action du MENA -Produire un rapport sur l'apport et les actions des ONG/associations, secteur privé, syndicats, collectivités territoriales, APE/AME, COGES.
2	Amélioration de la qualité de l'éducation de base formelle					
	2.1. Elaborer une stratégie intégrée de suivi et d'encadrement pédagogique adaptée aux différents ordres d'enseignement (préscolaire, primaire, post-primaire) et l'éducation non formelle.	DGEPFIC	6 ^{ème} MCS	Une stratégie intégrée de suivi et d'encadrement pédagogique validée et adoptée.	Impliquer les partenaires sociaux au processus.	<ul style="list-style-type: none"> - Affiner le projet de stratégie - Définir le mécanisme de financement - Tenir des sessions de validation sociale, technique et politique - Adopter la stratégie par arrêté.
3	Développement de l'éducation non formelle					
	3.1. Elaboration des cartes communales de l'alphabétisation.	DGESSION	6 ^{ème} MCS	Cartes communales d'alphabétisation disponibles	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Partager le guide au sein du groupe thématique ENF. - Partager le guide par le cadre partenarial. - Diffuser le guide auprès des communes et des opérateurs. - Former les acteurs des structures déconcentrées à l'élaboration des cartes communales. - Former les acteurs des communes à la mise en œuvre des cartes communales.
	3.2. Finaliser le guide et les outils d'évaluation et de certification des apprentissages en ENF.	DGEC	6 ^{ème} MCS	Guide et outils d'évaluation et de certification validés.	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Former un échantillon d'acteurs terrains pour le testing. - Tester les outils. - Faire valider le guide et les outils par le groupe thématique ENF - Partager le guide et les outils avec le cadre partenarial.

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Observations	Mesures/Actions à prendre
3.3. Apprécier les innovations en ENF. 3.4. Prendre en compte l'évaluation du dispositif, des approches et des méthodes d'alphanétisation dans le cadre de l'évaluation externe du PRONAA. 3.5. Développer un dispositif efficace de suivi-évaluation des activités d'alphanétisation. 3.6. Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques de l'ENF.	DGREIP	6 ^{ème} MCS	Rapport d'appréciation des innovations en ENF disponible.	Accélérer la validation du projet de référentiel.	- Partager le projet de référentiel au sein du groupe thématique ENF. - Faire valider le projet de référentiel par le cadre partenarial. - Apprécier les innovations sur la base de la matrice consensuelle. - Valider et diffuser les résultats d'analyse des innovations.	
	DGENF	6 ^{ème} MCS	Rapport de l'étude disponible.	Néant	- Organiser une rencontre de cadrage avec le consultant - Mettre en place un comité de suivi de l'étude - Valider les rapports d'étapes - Partager le rapport provisoire avec les membres du cadre partenarial pour appréciation - Organiser une séance de validation.	
	DGENF	6 ^{ème} MCS	Dispositif efficace de suivi-évaluation des activités d'alphanétisation développé	Néant	- Partager le projet de dispositif avec l'ensemble des groupes thématiques - Soumettre le projet de dispositif au cadre partenarial pour appréciation - Organiser une séance de validation du dispositif.	
	DGEES	6 ^{ème} MCS	Rapport de capitalisation des bonnes pratiques en ENF disponible.	Néant	- Identifier les bonnes pratiques - Organiser des visites terrain d'appréciation des bonnes pratiques identifiées - Consigner les bonnes pratiques dans un référentiel - Partager le référentiel des bonnes pratiques en ENF.	
4	Pilotage du sous-secteur de l'éducation de base					
4.1. Elaborer un cadre uniifié d'indicateurs de mesures des performances de l'éducation. 4.2. Prendre un arrêté portant organisation et fonctionnement de la mission conjointe de suivi du programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB). 4.3. Concevoir un guide de gestion intégrée des ressources humaines du MENA. 4.4. Mener un audit de la communication au sein du MENA en vue d'élaborer une stratégie globale de communication. 4.5. Mettre en œuvre le plan d'amélioration du fonctionnement des groupes thématiques adopté par le cadre partenarial 4.6. Mettre à la disposition des groupes thématiques des moyens pour assurer leur fonctionnement.	SP/PDSEB	6 ^{ème} MCS	Un cadre uniifié d'indicateurs de mesures de performances de l'éducation élaboré et validé	Néant	- Faire l'inventaire des indicateurs et des cadres existants - Elaborer un projet de cadre uniifié - Soumettre le cadre uniifié au cadre partenarial pour appréciation et validation.	
	SP/PDSEB	6 ^{ème} MCS	Arrêté portant organisation et fonctionnement de la mission conjointe de suivi du PDSEB signé et disponible.	Néant	- Relire le projet d'arrêté existant, - Faire valider le projet d'arrêté par le cadre partenarial. - Soumettre le projet d'arrêté pour signature.	
	DRH	6 ^{ème} MCS	Guide de gestion intégré des ressources humaines du MENA validé et disponible	Il est prévu le recrutement d'un consultant par appel d'offre international pour le développement d'un logiciel adapté aux besoins du MENA	- Recenser et collecter les documents pertinents - Elaborer les fiches de postes de travail - Consolider les textes réglementaires - Développer des modèles d'actes - Développer le logiciel de gestion - Organiser une session de présentation et de validation du logiciel.	
	DCPM	6 ^{ème} MCS	Rapport d'audit disponible	Néant	- Mener l'enquête auprès des acteurs ciblés - Analyser les résultats de l'enquête - Elaborer le rapport d'audit - Soumettre le rapport au groupe pilotage pour appréciation - Faire valider le rapport par le cadre partenarial.	
	SP/PDSEB	6 ^{ème} MCS	Fonctionnement des groupes thématiques amélioré	Néant	Mettre en œuvre les actions du plan d'amélioration	
	SP/PDSEB	6 ^{ème} MCS	Les groupes thématiques disposent de moyens pour leur fonctionnement.	Néant	- Budgétiser les besoins - Débloquer les ressources pour le fonctionnement des groupes thématiques.	

N°	Recommandations	Structures Responsables	Echéances	Résultats attendus à l'échéance	Observations	Mesures/Actions à prendre
5	Gestion financière et allocation des ressources					
	5.1. Mettre en application le tableau de bord d'exécution des infrastructures scolaires dans le cadre de l'annualité budgétaire sous la responsabilité d'une cellule de veille.	DAF	6 ^{ème} MCS	Tableau de bord d'exécution des infrastructures scolaires appliqué.	Les actions d'anticipation du processus doivent être entreprises par l'ensemble des acteurs concernés.	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une cellule de veille du tableau de bord de la réalisation des infrastructures par les MOD - Lancer dès juin 2017, l'avis à manifestation d'intérêt en vue de l'approbation des conventions 2018 au plus tard le 31 décembre 2017.
	5.2 Réinstaurer le comité de suivi du CAST regroupant des représentants du MENA, du MINEFID et des PTF.	DAF	6 ^{ème} MCS	Comité de suivi du CAST regroupant des représentants du MENA, du MINEFID et des PTF	Néant	Prendre un texte mettant en place le comité de suivi.
	5.3. A travers le mécanisme de suivi conjoint MENA/communes, partager avec le cadre partenarial, les rapports d'exécution des ressources transférées aux communes.	DGESS	6 ^{ème} MCS	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport semestriel est disponible au plus tard le 31 juillet - Le rapport annuel est disponible au plus tard le 31 janvier de l'année de N+1 	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Collecter les données à travers le mécanisme de suivi conjoint MENA/Communes - Elaborer les rapports - Partager les rapports
	5.4 Mettre en place un dispositif efficace et pérenne pour rendre disponible à bonne date, dans toutes les écoles, les intrants pédagogiques (manuels scolaires, matériels didactiques, cartable minimum) et les vivres.	DAF	6 ^{ème} MCS	Un dispositif efficace et pérenne est disponible.	Impliquer les services déconcentrés et les communes dans le processus de mise en place du dispositif.	<ul style="list-style-type: none"> - Faire réimprimer les nouveaux manuels scolaires - Signer une convention avec CRS pour le transport des vivres dans la zone d'intervention de CRS - Requérir l'autorisation du MINEFID pour la participation de ses structures au niveau local aux réceptions des vivres et manuels scolaires - Prévoir dans les contrats la disposition de livraison sur site (CEB) - Demander au MINEFID une dérogation de passer l'acquisition des manuels scolaires en appel d'offre accéléré - Prioriser et anticiper l'acquisition des manuels scolaires dans le PPM - Monter les dossiers d'appel d'offre au plus tard en février 2018.

ANNEXE 2: Tableau de suivi des indicateurs du PDSEB

Années scolaires	Indicateurs de résultats	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015		2015/2016		2016/2017	
Programme		Réalisé	Réalisé	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	
ACCES										
Préscolaire										
Nombre d'inscrits (Public + privé)	59 533	67 321	72 210	85 667	73 081	95 204	55 003	130 887		
% de filles	49,44	49,4	49,43	50	49,6	50	49,1	50		
Primaire										
1. Nouveaux inscrits au CP1 (Privé+Public)	470 288	499 401	541 877	598 024	584 047	633 868	605 085	643 775		
Nombres de filles Inscrites	223 513	238 013	256 285	292 187	278 016	309 669	288775			
% de filles	47,5	48,6	47,3	48,9	47,6	48,9	47,72			
2. Taux brut d'admission (Privé+Public)	88,3	92,8	97	100	98,8	105	100,1	100,9		
TBA Filles	87,3	92,3	94,8	95,5	96,2	109	97,8			
TBA 48 CP ²	53,4	62,5	75,3	83,4	78,5	86,5	78			
TBA 48 CP Filles	53,3	65	67,4	75,7	75,6	80,1	75,4			
3. Taux brut de scolarisation	79,6	81,3	83	91,8	83,7	95,8	86,1	87,3		
TBS Filles	78,1	81	83,2	86,2	83,9	90,2	86,4			
TBS 48 CP	43,8	50,4	52,2	60	53,8	67,7	54,9			
TBS 48 CP Filles	43,1	50,7	48,3	56,0	49,6	64,3	54,1			
4; % des effectifs en zone rurale	73,6	74	73,6	-	72	-	73			
5. Nombre de salles de classe	43 661	47 709	50 444	54 097	55 098	58 014	59 938			
6. Nombre de maîtres chargés de cours	43 330	47 271	50 582	54 413	54 610	58 534	59 001	54110		
Post-primaire										
7. Effectifs totaux	560 159	613 889	813 654	961 449	812 180	1 136 091	876 820	1 090 220		
Dont filles	253 452	285 230	372 654	444 491	394 838	530 175	434 470			
8. Nouveaux inscrits en 6 ^{ème} (Public + privé)	152 671	171 816	191 639	230 844	238696	282 924	222 120	263816		
Nombres de filles Inscrites	68 757	80 033	90 892	108 623	119286	133 257	110 697			
% de filles	45,5	46,6	47,3	47,1	49,97	47,1	49,8			
9. Taux brut d'admission (Public+privé)	35,7	38,6	39,8	48,4	49,6	54,9	44,6	51,2		
TBA Filles	32,5	36,5	38,7	56,8	50,8	51,3	45,7			
10. Taux brut de scolarisation	34,9	36,7	38,2	45	44,9	48,8	46,6			
TBS Filles	31,7	34,4	36,8	41,4	44,4	46,3	47,2	52,4		
B. Non formel	11. Nombre d'inscrits en AI + autres formules	174 626	180 397	210 779	391 605	112 220	411 185	5 223		
	% des femmes	69	69,2	69,2	60	69,6	60	66,7		
	12. Nombre d'inscrits en FCB + autres formules	133 394	275 167	210 791	393 383	115 310	411 606	2 952		
	% des femmes	66	68,3	69,6	60	68,9	60	65,51		

² 48 CP signifie 48 communes prioritaires

Années scolaires	Indicateurs de résultats	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015		2015/2016		2016/2017
		Réalisé	Réalisé	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu
Programme									
QUALITE									
Primaire									
A. Formel	13. Taux de redoublement par sous cycle (%)								
	CP	4,1	3,8	3,5	-	2,9	-	3,5	
	Dont filles	3,7	3,4	3,1	-	3,3	-	3,2	
	CE	5,7	6,2	5,7	-	5,76	-	6,0	
	Dont filles	5,3	5,8	5,4	-	5,6	-	5,5	
	CM	18,1	15,6	13,6	-	4,9	-	10,5	
	Dont filles	19,4	16,8	14,6	-	4,9	-	11,2	
	16. Taux d'abandon par sous cycle (%)								
	CP	4,9	4,3	4,7	-	3,3	-	4,6	
	Dont filles	5	4	4,5	-	4,9	-	4,2	
	CE	4,6	5,9	6,2	-	5,2	-	5,5	
	Dont filles	3,8	2,9	4,3	-	4,1	-	3,7	.
	17. Taux de promotion par sous cycle (%)								
	CP	91,1	91,9	91,7	-	91	-	91,9	
	Dont filles	91,3	92,6	92,2	-	91,8	-	92,6	
	CE	88	88,3	88	-	88,1	-	88,5	
	Dont filles	90,1	90,7	90,2	-	90,4	-	90,9	
	18. Taux de réussite au CEP (%)	65,2	60,9	82,2	77,5	73,5	80,2	62,1	
	Dont filles	68,9	65,1	80,2	-	70,7	-	65,7	
	19; Taux d'achèvement au primaire	55,1	59,5	57,6	68,2	59,3	72,6	58,2	
	Dont filles	53,7	59,6	59,7	-	60,4	-	61,3	
	20. Ratio livres/élève								
	Calcul	1,2	1,5	0,6	1	0,61	1	0,94	
	Lecture	1,2	1	0,9	1	0,81	1	0,71	
Post-primaire									
B. Continuité	21. Taux de redoublement par niveau (%)								
	6 ^{ème}	23,6	22,7	21,5	-	22,6	-	22,7	
	Dont filles	25,1	23,5	21,9	-	23,1	-	23,3	
	5 ^{ème}	23,7	22,4	21,1	-	22,7	-	23	
	Dont filles	25	23,6	21,8	-	23,5	-	25,5	
	4 ^{ème}	26,5	25,5	22,6	-	24,2	-	23,7	
	Dont filles	29,8	27,3	23,8	-	25,2	-	24,5	
	22. Taux d'abandon par niveau								
	6 ^{ème}	13	12,3	12,5	-	13,5	-	13,2	
	Dont filles	11,4	11,1	11,4	-	12	-	12,1	
	5 ^{ème}	10,7	11,5	10,7	-	9,4	-	8,2	

Années scolaires	Indicateurs de résultats	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015		2015/2016		2016/2017
		Réalisé	Réalisé	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu
Programme									
A. Formel	Dont filles	10,2	10,4	10	-	8,3	-	7,9	
	23. Taux de promotion par niveau								
	6 ^{ème}	63,4	65	66	-	63,8	-	64,1	
	Dont filles	63,4	65,5	66,7	-	64,9	-	64,7	
	5 ^{ème}	65,6	66,1	68,2	-	67,9	-	68,8	
	Dont filles	64,7	66	68,2	-	68,2	-	68,6	
	4 ^{ème}	78,8	75,4	81,3	-	83,8	-	84,8	
	Dont filles	81	77,8	80,9	-	83,6	-	85,7	
	24. Taux de réussite au BEPC	52,3	22,6	28,7	35,4	39,1	41,8	29,7	
B. Non formel	Dont filles	47,2	17,5	24,40%	-	34,1	-	24,6	
	25;Nombre d'apprenants au 1er cycle	323214	440 029	373 371		133 725	141749	53 114	150 254
	26. Nombre d'apprenants 2nd cycle	82 166	68 315	60 146		44 296	48549	32 887	53152
	27;Nombre d'apprenants adolescents	7921	7058	9077		8 370	9207	8 610	10128
	27. Nombre de déclarés alphabétisés	115 544	237 172	189 581	348 125	113 443	370 276	43 033	
	Nombre de femmes	76 782	161 541	131 434	201 913	78 336	214 760	31 960	
	% de femmes	66	68,1	69,3	58	69,1	58	74,3	
	28. Taux d'alphabétisation	ND	ND	ND	ND	34,5	ND	ND	

NB : La baisse de certaines cibles projetées en 2017 par rapport à 2016, s'explique par le fait que les objectifs du PDSEB arrimés à ceux de l'EPT n'ont pas été atteints à l'échéance de 2015. De ce fait, de nouvelles projections ont été établies en cohérence avec les objectifs du PSEF et l'objectif 4 des ODD pour l'horizon 2030.

ANNEXE 3: Matrice de suivi des indicateurs 2014-2016 du PDSEB

Domaine	Nature indicateur	Indicateurs										Origine	Date de production/Périodicité	Moyens de vérification			
		Valeur de base	Cible	Réalisation	Ecart	Cible	Réalisation	Ecart	Cible	Réalisation	Ecart						
		2012/2013	2013/14			2014/2015			2015/2016								
		2013	2014			2015			2016								
Indicateurs globaux																	
Scolarisation universelle	TAP	59,50%	63,90%	57,60%	-6,30%	68,20%	59,30%	-9,80%	72,60%	58,2%	-13,40%	DGEES/MENA	avril	Annuaire statistique			
	% des ressources intérieures mobilisées pour le secteur de l'éducation	19,90%	19,90%	16,41%	-3,49	20,00%	19,80%	-0,2	20,00%	19,53%	-0,47%	DGEES/MENA	décembre	Budget de l'Etat			
	Part des ressources intérieures pour l'éducation de base	75,50%	73,70%	75,80%	2,10%	71,90%	66,35%	-5,55%	70,10%	72,00%	1,90%	DGEES/MENA	décembre	Budget de l'Etat			
Continuum éducatif	Indicateurs globaux																
	TBS primaire	81,30%	86,90%	83,00%	-3,90%	91,10%	83,70%	-7,40%	95,30%	0,861	-8,20%	DGEES/MENA	avril	Annuaire statistique			
	Taux de transition au post-primaire	52,00%	56,90%	53,70%	-3,20%	61,90%	67,00%	-22,12%	67,00%	65,80%	-1,20%	DGEES/MENA	avril	Annuaire statistique			
	TBS au préscolaire	3,50%	4,20%	4,00%	-0,20%	4,60%	4,00%	-0,60%	5,00%	3,00%	-2,10%	DEP/MASSN	avril	Annuaire statistique			
	Ratio élèves/classe au primaire	56,10	56,00	51,40	-4,60	56,00%	51,40%	-4,60%	56,00%	48%	-8,00%	DGEES/MENA	avril	Annuaire statistique			
	Nombre de salles de classe construites par an au primaire	1989	3 580	1 970	-1 610	3 898	664	-3 334	4 275	-	4 275	DGEES/MENA	février	Rapport annuel sur les constructions			
	Indicateurs de processus																
	Les actions de consolidation préalables à la mise en œuvre du continuum sont réalisées		Changements institutionnels sont effectifs.	Adoption du décret n°2013-786 du 24 septembre 2013 portant organigramme du MENA et des arrêtés portant organisation des directions		Programmation concertée au niveau national, des recrutements des enseignants du préscolaire, du primaire et du post primaire est réalisée	Recrutements des enseignants tous niveaux confondus réalisés de manière concertée entre le MENA et le MESS		Les mesures institutionnelles définissant le continuum éducatif (cycles terminaux, passerelles, examen et certification) sont adoptées			SG	février	Textes réglementaires			
	Les éléments clés pour l'organisation du continuum sont disponibles	Sans objet	Profil des élèves et des enseignants révisé est disponible	Elèves : réalisé ; Non réalisé pour celui des enseignants		Calendrier de préparation de la mise en œuvre de la réforme élaboré et approuvé	Une feuille de route des activités de réforme curriculaire (décembre 2014 à juin 2016) a été élaborée et approuvée		Les Curricula et les examens de fin de cycle sont révisés			SP/PDSEB	février	Rapport annuel d'état d'avancement			
	La programmation annuelle des constructions scolaires prend en compte l'équilibre et le rythme d'expansion des 3 ordres d'enseignement (préscolaire, primaire et post-primaire) et est en harmonie avec les programmes prioritaires	OUI	Oui	Oui		Oui	Oui		Oui	Oui		DGEES/MENA	novembre	Programme d'action annuel des infrastructures scolaires			
Résorption des disparités	Indicateurs spécifiques (expérimentation)																
	Nombre de salles de classe du primaire réalisé par les communautés	0	135	369	234	270	55	-215	405			DGEES/MENA	Février	Rapport annuel sur les constructions			
	Nombre de salles de classe du primaire réalisé par les communes	607	750	1 340	590	1 150	61	-1 089	1 600			DGEES/MENA	Février	Rapport annuel sur les constructions			
	Indicateurs globaux																
	Indice de parité entre les sexes du taux d'achèvement du primaire	1	1	0,9	-0,1	1	1,1	0,1	1	1,1	0,1	DGEES/MENA	Avril	Annuaire statistique			
	Indice de parité de transition au post-primaire	0,91	0,92	0,89	-0,03	0,94	ND		0,95	0,94	-0,01	DGEES/MENA	Avril	Annuaire Statistique			
	TBS des 43 communes prioritaires	50,40%	55%	52,20%	-2,8	70%	53,80%	-16,2	90,00%	54,90%	-0,351	DGEES/MENA	Avril	Annuaire statistique			
	Indicateurs de processus																
	Nombre de salles de classe du primaire additionnelles construites dans les communes prioritaires	0	177	297	120	180	152	-28	180			DGEES/MENA	février	Rapport DGEES/MENA sur l'état de réalisation des constructions scolaires			
	% des filles du primaire nouvellement bénéficiaires de la RAE dans les communes d'expérimentation	Sans objet	0	0		20%	0		30%	0		DAMSE/MENA	Annuelle	Rapport d'activités			

	Indicateurs locaux (Expérimentation)											
	Nombre de projets d'éducation inclusive intégrés dans les projets PEQ ou EQ'Ame financés dans les communes d'expérimentation	0	0	0		10	0		20			DGEES/MENA/CEB
Amélioration de la qualité	Indicateurs globaux											
	Score moyen au CP2 en français	51,1/100				55,1/100	41,1/100	-12,5				DGEES/MENA
	Score moyen au CM1 en français	43,2/100				47,2/100	39,8/100	-7,2				DGEES/MENA
	Score moyen CP2 en Mathématiques	43,0/100				47,0/100	34,5/100	-14				DGEES/MENA
	Score moyen CMI en Mathématiques	41,2/100				45,2/100	38,0/100	-7,4				DGEES/MENA
	Taux de réussite au CEP	60,90%	64,40%	82,23%	17,83	68,10%	73,50%	5,40%	72,00%	62,1%	-9,90%	DEC
	Ratio élève SDC dans le Post-primaire	79	70	67	-3	65	ND		60	70	10	DGEES/MENA
	Score moyen des élèves de 5ème en Français	52/100				56/100	ND					OCECOS
	Score moyen des élèves de 5ème en Mathématiques	45,5/100				50/100	ND					OCECOS
	Taux de réussite au BEPC	22,70%	29,10%	28,63%	-0,47	35,40%	39,10%	3,80%	41,80%	29,7%	-22,1%	OCECOS
Renforcement de la décentralisation et de la déconcentration	Indicateurs de processus											
	Affection des enseignants vers les régions effective le 15 juillet de chaque année au plus tard (note de service signée avant le 15 juillet)	Non	Oui	Non		Oui	Oui		Oui	Oui		SG
	Affection des enseignants vers les 43 communes prioritaires effective le 1er septembre au plus tard (note de service signée avant le 1er septembre)	Non	Oui	Non		Oui	Oui		Oui	Oui		SG
	Les manuels sont disponibles au niveau des provinces le 30 juillet au plus tard	Non	Oui	Non		Oui	Non		Oui	Non		DAMSE
	Indicateurs locaux (expérimentation)											
	Nombre moyen d'heures de présence des enseignants dans les classes des écoles des communes d'expérimentation	574	600	535	-65	750	ND		900	ND		DGEES/CEB
	% d'écoles des communes d'expérimentation démarrent les cours le premier jour de la rentrée scolaire.	ND	ND	ND		ND	ND		100%	ND		DGEES/CEB
	Nombre de plan d'amélioration de la lecture au CP1 et CP2 mis en œuvre par les CEB des communes d'expérimentation	Sans objet	Sans objet	Sans objet		20	Sans objet		29	Sans objet		DGEES/CEB
	Indicateurs globaux											
	Taux d'exécution par les communes des ressources transférées	51,08%	66%	ND		73%	42%		80%			DAF
Renforcement de la décentralisation et de la déconcentration	Pourcentage des ressources transférées aux communes par rapport au budget du MENA (hors CAST et hors salaire)	15%	20,60%	23,70%		27%	15,50%		35%			DAF/MENA DGEES/MENA
	% de salles de classe programmées et réalisées par les communes avant le 1er octobre	ND	50%	11%	-39%	80%	58%	-21,94%	90%			DGEES/MENA
	Indicateurs locaux (expérimentation)											

	Nombre de visites mensuelles d'encadrement des écoles effectuées par les CEB dans les communes d'expérimentation	ND	6	ND		10	ND		12		DGEB/CEB		Rapport spécifique des CEB	
Alphabétisation et éducation non formelle	<i>Indicateurs globaux</i>													
	Nombre de jeunes et d'adultes de plus de 15 ans, inscrits en alphabétisation initiale	919 195	355 197	187 069	- 168 128	372 957	120 890	- 252 067	391 605	106 170	285 435	DGESSION	Décembre	Annuaire statistique
	Effectif des apprenant(e)s déclaré(e)s alphabétisé(e)s à l'issue de l'évaluation	202 318	314 117	189 581	- 124 536	348 125	113 443	- 234 682	370 276	31 960	-338 316	DGESSION	Décembre	Annuaire statistique